

**Art. 4.** Un plan de paiement ne peut être accordé par le CPAS que sur la base d'un examen de la capacité de remboursement de l'emprunteur. La capacité de remboursement est évaluée sur la base d'une comparaison des ressources financières et des revenus de l'emprunteur avec ses dépenses fixes.

Bruxelles, le 31 janvier 2020.

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien,  
de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Energie et du Tourisme,  
Z. DEMIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/200743]

#### 30 JANVIER 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant fonctionnement et composition de la Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense, l'article 19, § 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 décembre 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 12 décembre 2019;

Vu le rapport du 11 décembre 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 66.848/4 du Conseil d'État, donné le 16 janvier 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il appartient au Gouvernement de déterminer le siège de la Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes, d'arrêter les modalités de son fonctionnement et sa composition;

Considérant que la composition de la Commission d'avis doit permettre de rassembler des personnes qui disposent d'un maximum d'expertise dans l'analyse des demandes de licences d'importation, d'exportation et de transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage;

Considérant à cet égard que, de par sa composition, la Commission d'avis doit être en mesure d'émettre des avis motivés sur la base d'une analyse géostratégique, éthique et économique des dossiers qui lui sont soumis, conformément à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense;

Considérant que la Commission remet ses avis au Ministre compétent, désigné comme tel par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Sur proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 21 juin 2012 : le décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense;

2° la Commission : la Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes;

3° le Ministre : le Ministre ayant l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage dans ses attributions;

4° WBI : l'organisme chargé des relations internationales pour la Communauté française et la Région wallonne, appelé « Wallonie-Bruxelles International », visé à l'article 1<sup>er</sup> de l'accord de coopération conclu le 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles;

5° l'Administration : la Direction des Licences d'armes du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche.

**Art. 2.** Le siège de la Commission est fixé au sein du Service public de Wallonie Secrétariat général, place Joséphine Charlotte, 2, 5100 Namur.

La Commission peut se réunir à un autre endroit pour autant qu'il soit situé en Région wallonne ou dans la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 3.** La Commission est chargée de formuler, à la demande du Ministre ou d'initiative, des avis motivés dans le cadre de l'analyse des demandes d'exportation de produits liés à la défense.

La Commission remet son avis au Ministre :

1° au regard :

a) de l'ensemble des critères de la décision (PESC) 2019/1560 du Conseil du 16 septembre 2019 modifiant la position commune 2008/944/PESC définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires, ci-après dénommée la position commune 2008/944/PESC;

b) du règlement (UE) n° 258/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant application de l'article 10 du protocole des Nations unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (protocole relatif aux armes à feu) et instaurant des autorisations d'exportation, ainsi que des mesures concernant l'importation et le transit d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions;

c) du décret du 21 juin 2012;

2° en veillant à répondre séparément à chacun des critères de la position commune 2008/944/PESC, conformément à l'article 14 du décret du 21 juin 2012;

3° en effectuant une analyse géostratégique, éthique et économique de chaque dossier examiné, conformément à l'article 19 du décret du 21 juin 2012.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La Commission est composée de huit membres, dont six membres avec voix délibérative désignés par le Ministre et deux membres avec voix consultative, à savoir :

1° avec voix délibérative :

a) l'Administrateur général ou l'Administratrice générale de WBI qui assure la présidence de la Commission;

b) un expert en géopolitique qui assure la vice-présidence de la Commission;

c) un expert spécialisé dans le domaine des technologies de l'armement;

d) un membre de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers;

e) un expert en sciences politiques internationales;

f) le Délégué général de Wallonie-Bruxelles à Genève et accrédité auprès des organisations multilatérales des Nations Unies compétentes en matière des Droits de l'Homme;

2° avec voix consultative :

a) le chef du service de l'Administration;

b) le chef du service « contrôle licences et analyse politique étrangère » de WBI qui assure le secrétariat de la Commission.

§ 2. Les membres sont désignés pour une durée de cinq ans, renouvelable.

Tout membre dont le mandat a pris fin est remplacé dans un délai de 2 mois.

§ 3. Il est octroyé aux membres siégeant au sein de la Commission un jeton de présence, à concurrence de 450 euros par journée de séance.

Il est également octroyé à tout membre une indemnité pour frais de déplacement de son domicile jusqu'à l'endroit où se tient la réunion de la Commission à concurrence de la valeur d'un billet de première classe des chemins de fer.

Le Ministre peut indexer, en janvier de chaque année, le montant sur base de l'indice santé en base 2013, en multipliant les montants visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, par l'indice santé de décembre de l'année précédente divisé par l'indice santé de décembre de l'année 2019.

Le jeton de présence et l'indemnité pour frais de déplacement ne sont pas dus à l'Administrateur général ou l'Administratrice générale de WBI, au Délégué général de Wallonie-Bruxelles à Genève, au membre de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, au chef de service de l'Administration et au chef du service « contrôle licences et analyse politique étrangère » de WBI.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut soumettre à l'avis de la Commission toute demande de licence d'exportation de produits liés à la défense sur laquelle il est appelé à statuer.

§ 2. L'Administration transmet toutes les demandes de licences d'exportation de produits liés à la défense simultanément au Ministre et au secrétaire de la Commission, à charge de ce dernier d'en informer les membres de la Commission.

Dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception de la liste des demandes de licences, les membres de la Commission transmettent au secrétariat de la Commission les demandes qu'ils veulent voir faire l'objet d'un examen par la Commission.

§ 3. Le secrétariat de la Commission transmet toutes les demandes visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 au président de la Commission. Sur base de ces demandes, le président de la Commission réunit la Commission dans les meilleurs délais, en séance plénière.

§ 4. Les séances de la Commission ont lieu à huis clos. Les membres de la Commission observent la plus stricte confidentialité à l'égard des informations dont ils prennent connaissance dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, et prennent toutes les mesures nécessaires pour en préserver la confidentialité, conformément à l'article 458 du Code pénal.

§ 5. La Commission établit un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Ministre dans un délai de deux mois après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*. Toute modification ultérieure au règlement d'ordre intérieur sera approuvée par le Ministre.

**Art. 6.** Par décision du président ou de la majorité des membres, la Commission peut avoir recours à des experts internes ou externes à l'Administration lors de l'examen de certaines demandes. Ces experts sont auditionnés par la Commission. Ils n'assistent pas et ne participent pas aux délibérations de la Commission.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La Commission siège uniquement si la majorité des membres ayant voix délibérative sont présents.

§ 2. Les avis de la Commission se prennent par consensus. A défaut de consensus, l'avis de la Commission reflète les éventuels avis minoritaires. Tout membre peut demander que l'on vote au sujet des avis. Tout membre peut demander que le vote soit secret. En toute hypothèse, l'avis de la Commission indique le nombre de voix qu'obtient chaque proposition.

**Art. 8.** L'avis motivé, accompagné de toutes les pièces utiles, est transmis au Ministre dans les cinq jours qui suivent la séance de la Commission par son secrétaire.

**Art. 9.** Le Ministre qui a l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions, et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente ainsi que des produits et des technologies à double usage dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 janvier 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

#### ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/200743]

#### 30. JANUAR 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Arbeitsweise und der Zusammensetzung der Begutachtungskommission für Waffenausfuhrlicenzen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Juni 2012 über die Einfuhr, die Ausfuhr, die Durchfuhr und die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern, Artikel 19 § 2;

Aufgrund der am 10. Dezember 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 12. Dezember 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 11. Dezember 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 16. Januar 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 66.848/4;

In der Erwägung, dass es der Regierung obliegt, den Sitz der Begutachtungskommission für Waffenausfuhrlicenzen festzulegen, die Modalitäten ihrer Arbeitsweise und ihre Zusammensetzung zu bestimmen;

In der Erwägung, dass bei der Zusammensetzung der Begutachtungskommission darauf Acht zu geben ist, Personen zusammenzubringen, die über ein hohes Maß an Fachwissen verfügen bei der Untersuchung der Anträge auf Lizenzen für die Einfuhr, Ausfuhr und Durchfuhr von Waffen, Munition und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck;

In der Erwägung, dass die Begutachtungskommission daher dank ihrer Zusammensetzung in der Lage sein muss, auf der Grundlage einer geostrategischen, ethischen und wirtschaftlichen Analyse der ihr unterworfenen Akten begründete Stellungnahmen abzugeben, in Übereinstimmung mit Artikel 19 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 21. Juni 2012 über die Einfuhr, die Ausfuhr, die Durchfuhr und die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern;

In der Erwägung, dass die Kommission ihre Stellungnahmen dem zuständigen Minister übergibt, der als solcher in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden benannt wird;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 21. Juni 2012: das Dekret vom 21. Juni 2012 über die Einfuhr, die Ausfuhr, die Durchfuhr und die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern;

2° Kommission: die Begutachtungskommission für Waffenausfuhrlicenzen;

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munition und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck gehören;

4° WBI: die "Wallonie-Bruxelles International" genannte Einrichtung, die mit den internationalen Beziehungen für die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region beauftragt ist, und in Artikel 1 des am 20. März 2008 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für internationale Beziehungen "Wallonie-Bruxelles" genannt wird;

5° Verwaltung: die Direktion der Waffenlicenzen des öffentlichen Dienstes der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung.

**Art. 2** - Der Sitz der Kommission befindet sich im Öffentlichen Dienst der Wallonie Generalsekretariat, place Joséphine Charlotte 2, 5100 Namur.

Die Kommission kann an einem anderen Ort zusammentreten, unter der Bedingung, dass er sich in der Wallonischen Region oder in der Region Brüssel-Hauptstadt befindet.

**Art. 3** - Die Kommission hat als Aufgabe, auf Antrag des Ministers oder aus Eigeninitiative mit Gründen versehene Stellungnahmen im Rahmen der Untersuchung von Anträgen auf die Ausfuhr von Verteidigungsgütern abzugeben.

Die Kommission übermittelt dem Minister ihre Stellungnahme,

1° unter Berücksichtigung

a) der gesamten Kriterien des Beschlusses (GASP) 2019/1560 des Rates vom 16. September 2019 zur Änderung des Gemeinsamen Standpunkts 2008/944/GASP betreffend gemeinsame Regeln für die Kontrolle der Ausfuhr von Militärtechnologie und Militärgütern, nachstehend "gemeinsamer Standpunkt 2008/944/GASP" genannt;

b) der Verordnung (EU) Nr. 258/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. März 2012 zur Umsetzung des Artikels 10 des Protokolls der Vereinten Nationen gegen die unerlaubte Herstellung von Schusswaffen, dazugehörigen Teilen und Komponenten und Munition und gegen den unerlaubten Handel damit, in Ergänzung des Übereinkommens der Vereinten Nationen gegen die grenzüberschreitende organisierte Kriminalität (VN-Feuerwaffenprotokoll) und zur Einführung von Ausfuhrgenehmigungen für Feuerwaffen, deren Teile, Komponenten und Munition sowie von Maßnahmen betreffend deren Einfuhr und Durchfuhr;

c) des Dekrets vom 21. Juni 2012;

2° wobei sie darauf achtet, jedem der Kriterien des Gemeinsamen Standpunkts 2008/944/GASP gemäß Artikel 14 des Dekrets vom 21. Juni 2012 zu genügen;

3° indem sie gemäß Artikel 19 des Dekrets vom 21. Juni 2012 für jede untersuchte Akte eine geostrategische, ethische und wirtschaftliche Analyse durchführt.

**Art. 4** - § 1. Die Kommission setzt sich aus acht Mitgliedern zusammen, worunter sechs vom Minister benannt werden und über eine beschließende Stimme verfügen, und zwei über eine beratende Stimme verfügen, d.h.:

1° mit beschließender Stimme:

a) der Generalverwalter oder die Generalverwalterin von WBI, der bzw. die den Vorsitz über die Kommission übernimmt;

b) ein Sachverständiger für Geopolitik, der zum stellvertretenden Vorsitzenden der Kommission wird;

c) ein Sachverständiger im Bereich der Rüstungstechnologie;

d) ein Mitglied der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence Wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers");

e) ein Sachverständiger für internationale Politikwissenschaft;

f) der Generalbeauftragte von Wallonie-Bruxelles in Genf, der bei multilateralen UN-Organisationen, die im Bereich der Menschenrechte zuständig sind, akkreditiert ist;

2° mit beratender Stimme:

a) der Dienstleiter der Verwaltung;

b) der Leiter des Dienstes "Kontrolle der Lizenzen und ausländische Politikanalyse" von WBI, der das Sekretariat der Kommission übernimmt.

§ 2. Die Mitglieder werden für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren benannt.

Jedes Mitglied, dessen Mandat zu Ende gegangen ist, wird binnen 2 Monaten ersetzt.

§ 3. Den Mitgliedern mit Sitz in der Kommission wird ein Anwesenheitsgeld gewährt, das sich auf 450 Euro pro Sitzungstag beläuft.

Jedem Mitglied wird ebenfalls eine Fahrkostenentschädigung gewährt für die Fahrten zwischen seinem Wohnsitz und dem Ort, wo die Sitzung der Kommission stattfindet; diese Entschädigung darf den Wert eines Fahrscheins erster Klasse der Eisenbahn nicht überschreiten.

Der Minister kann diesen Betrag im Januar eines jeden Jahres aufgrund des Gesundheitsindex (Basis 2013) indexieren, indem die in Absatz 1 und 2 genannten Beträge mit dem Gesundheitsindex des Monats Dezember des vorangehenden Jahres, geteilt durch den Gesundheitsindex des Monats Dezember des Jahres 2019, multipliziert werden.

Der Generalverwalter oder die Generalverwalterin von WBI, der Generalbeauftragte von Wallonie-Brüssel in Genf, das Mitglied der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen, der Dienstleiter der Verwaltung und der Leiter des Dienstes "Kontrolle der Lizenzen und ausländische Politikanalyse" von WBI haben kein Anrecht auf Anwesenheitsgeld bzw. Fahrkostenentschädigung.

**Art. 5 - § 1.** Der Minister kann jeden Antrag auf eine Ausfuhrlizenz für Verteidigungsgüter, über den er zu befinden hat, der Kommission zur Stellungnahme unterbreiten.

§ 2. Die Verwaltung übermittelt alle Anträge auf Ausfuhrlicenzen für Verteidigungsgüter gleichzeitig dem Minister und dem Sekretär der Kommission, wobei Letzterer die Mitglieder der Kommission zu benachrichtigen hat.

Innerhalb fünf Tagen ab dem Tag, an dem sie die Liste mit den Lizenzanträgen erhalten, übermitteln die Mitglieder der Kommission dem Sekretariat der Kommission diejenigen Anträge, deren Untersuchung durch die Kommission sie verlangen.

§ 3. Das Sekretariat der Kommission übermittelt dem Vorsitzenden der Kommission alle in § 1 und 2 genannten Anträge. Aufgrund dieser Anträge wird die Kommission von ihrem Vorsitzenden so bald wie möglich zu einer Plenarsitzung einberufen.

§ 4. Die Sitzungen der Kommission finden unter Ausschluss der Öffentlichkeit statt. Die Mitglieder der Kommission behandeln die Informationen, von denen sie in Ausübung ihres Amtes Kenntnis erhalten, streng vertraulich und treffen gemäß Artikel 458 des Strafgesetzbuches alle erforderlichen Maßnahmen, um die Vertraulichkeit zu wahren.

§ 5. Die Kommission erstellt innerhalb von zwei Monaten nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im Belgischen Staatsblatt eine vom Minister genehmigte Geschäftsordnung. Jede spätere Änderung der Geschäftsordnung wird vom Minister genehmigt.

**Art. 6 -** Durch Beschluss des Vorsitzenden oder der Mehrheit der Mitglieder kann die Kommission bei der Prüfung bestimmter Anträge auf verwaltungsinterne oder -externe Sachverständige zurückgreifen. Diese Sachverständigen werden von der Kommission angehört. Sie wohnen den Beratungen der Kommission nicht bei und nehmen nicht an ihnen teil.

**Art. 7 - § 1.** Die Kommission tagt nur dann, wenn die Mehrheit der Mitglieder mit beschließender Stimme anwesend sind.

§ 2. Die Stellungnahmen der Kommission werden im Konsens gegeben. Wird kein Konsens erreicht, so werden die eventuellen Minderheitenmeinungen in der Stellungnahme wiedergegeben. Jedes Mitglied kann eine Abstimmung über die Meinungen beantragen. Jedes Mitglied kann eine geheime Abstimmung verlangen. In allen Fällen wird die Anzahl Stimmen für jeden Vorschlag in der Stellungnahme der Kommission angegeben.

**Art. 8 -** Die mit Gründen versehene Stellungnahme, der alle nützlichen Schriftstücke beigefügt werden, wird dem Minister binnen fünf Tagen nach der Sitzung der Kommission durch deren Sekretär übermittelt.

**Art. 9 -** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munition und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, sowie von Erzeugnissen und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. Januar 2020

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/200743]

**30 JANUARI 2020. — Besluit van de Waalse regering houdende de werking en de samenstelling van de Adviescommissie voor wapenuitvoervergunningen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten, artikel 19, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 december 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 december 2019;

Gelet op het verslag van 11 december 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 66.848/4 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het aan de Regering is om de zetel van de Adviescommissie voor wapenuitvoervergunningen te bepalen en de modaliteiten van werking en van samenstelling ervan vast te leggen;

Overwegende dat de Adviescommissie zodanig moet zijn samengesteld dat het personen bijeenbrengt die over de grootst mogelijke deskundigheid beschikken bij de analyse van aanvragen voor vergunningen voor de invoer, uitvoer en doorvoer van wapens, munitie en materieel speciaal voor militair gebruik of ordehandhaving en de daaraan verbonden technologie alsook de producten en technologie voor dubbel gebruik;

Overwegende dat de Adviescommissie, op grond van zijn samenstelling, gemotiveerde adviezen moet kunnen uitbrengen op basis van een geostrategische, ethische en economische analyse van de dossiers die haar worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 19, § 1, tweede lid, van het decreet van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten;

Overwegende dat de Commissie haar adviezen voorlegt aan de bevoegde minister, die als zodanig is aangewezen bij het besluit van de Waalse regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 21 juni 2012 : het decreet van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten;

2° de Commissie : de Adviescommissie voor wapenuitvoervergunningen;

3° de Minister : de Minister bevoegd voor de invoer, uitvoer, doorvoer van wapens, munitie, en materieel speciaal bestemd voor militaire doeleinden of voor ordehandhaving en van de desbetreffende technologie alsook van producten en technologieën voor dubbel gebruik;

4° WBI : instelling die met de internationale betrekkingen voor de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest belast wordt, namelijk "Wallonie-Bruxelles International" bedoeld in artikel 1 van het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles";

5° de Administratie : de Directie Wapenvergunningen van de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek.

**Art. 2.** De zetel van de Commissie is gevestigd binnen de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal, place Joséphine Charlotte, 2, 5100 Namen.

De Commissie kan elders bijeenkomen op voorwaarde dat zij in het Waalse Gewest of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is gevestigd.

**Art. 3.** De Commissie is verantwoordelijk voor het opstellen, op verzoek van de Minister of op eigen initiatief, van gemotiveerde adviezen in het kader van de analyse van aanvragen voor de uitvoer van defensiegerelateerde producten.

De Commissie legt haar advies voor aan de minister:

1° ten opzichte van:

a) het geheel van de criteria van het Besluit (GBVB) 2019/1560 van de Raad van 16 september 2019 tot wijziging van Gemeenschappelijk Standpunt 2008/944/GBVB tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor de controle op de uitvoer van militaire goederen en technologie, hierna Gemeenschappelijk Standpunt 2008/944/GBVB genoemd;

b) Verordening (EU) nr. 258/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2012 tot uitvoering van artikel 10 van het Protocol van de Verenigde Naties tegen de illegale vervaardiging van en handel in vuurwapens, hun onderdelen, componenten en munitie, tot aanvulling van het Verdrag van de Verenigde Naties ter bestrijding van grensoverschrijdende georganiseerde misdaad (VN-protocol inzake vuurwapens), en tot vaststelling van uitvoervergunningen voor vuurwapens, hun onderdelen, componenten en munitie en maatregelen betreffende de invoer en doorvoer ervan;

c) het decreet van 21 juni 2012;

2° door ervoor te zorgen dat aan elk van de criteria van Gemeenschappelijk Standpunt 2008/944/GBVB afzonderlijk wordt voldaan, overeenkomstig artikel 14 van het decreet van 21 juni 2012;

3° door het uitvoeren van een geostrategische, ethische en economische analyse van elk onderzocht dossier, overeenkomstig artikel 19 van het decreet van 21 juni 2012.

**Art. 4.** § 1. De Commissie wordt samengesteld uit acht leden, waarvan zes leden met stemrecht aangewezen door de Minister en twee leden met raadgevende stem, namelijk:

1° met stemrecht:

a) de Administrateur-generaal van WBI, die het voorzitterschap van de Commissie waarneemt;

b) een geopolitieke deskundige die het ondervoorzitterschap van de Commissie waarneemt;

c) een deskundige op het gebied van bewapeningstechnologieën;

d) een lid van het "Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers" (Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings);

e) een deskundige in internationale politieke wetenschappen;

f) de Algemeen afgevaardigde van Wallonië-Brussel in Genève en geaccrediteerd bij de multilaterale organisaties van de Verenigde Naties die bevoegd zijn op het gebied van de mensenrechten;

2° met raadgevende stem:

a) het hoofd van de dienst Administratie;

b) het hoofd van de dienst "vergunningencontrole en analyse van het buitenlands beleid" van WBI, die het secretariaat van de Commissie waarneemt.

§ 2. De leden worden benoemd voor een hernieuwbare periode van vijf jaar.

Elk lid waarvan het mandaat is beëindigd, wordt binnen twee maanden vervangen.

§ 3. De leden die in de Commissie zetelen, krijgen een presentiegeld van maximaal 450 euro per vergaderdag.

Elk lid krijgt ook een vergoeding voor de reiskosten van zijn of haar woonplaats naar de plaats waar de vergadering van de Commissie wordt gehouden, ten belope van de waarde van een eersteklas treinkaartje.

De minister kan in januari van elk jaar het bedrag op basis van de gezondheidsindex 2013 indexeren door de in het eerste en tweede lid bedoelde bedragen te vermenigvuldigen met de gezondheidsindex voor december van het voorgaande jaar, gedeeld door de gezondheidsindex voor december van het jaar 2019.

Het presentiegeld en de vergoeding voor reiskosten zijn niet verschuldigd aan de Administrateur-generaal van WBI, de Algemeen afgevaardigde van Wallonië-Brussel in Genève, het lid van het Waals "Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers" (Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investeringsen), het hoofd van de dienst Administratie en het hoofd van de dienst "vergunningencontrole en analyse van het buitenlands beleid" van WBI.

**Art. 5.** § 1. De Minister kan elke aanvraag voor een vergunning voor de uitvoer van defensiegerelateerde producten waarover hij zich dient uit te spreken, voor advies aan de Commissie voorleggen.

§ 2. De Administratie maakt alle aanvragen voor uitvoervergunningen voor defensiegerelateerde producten tegelijkertijd over aan de minister en de secretaris van de Commissie, die verantwoordelijk is voor het informeren van de leden van de Commissie.

Binnen een termijn van vijf dagen na ontvangst van de lijst van vergunningsaanvragen maken de leden van de Commissie aan het secretariaat van de Commissie de aanvragen over die zij door de Commissie wensen te laten onderzoeken.

§ 3. Het secretariaat van de Commissie maakt de aanvragen bedoeld in de paragrafen 1 en 2 aan de voorzitter van de Commissie over. Op basis van deze aanvragen roept de voorzitter van de Commissie de Commissie zo spoedig mogelijk in plenaire vergadering bijeen.

§ 4. De vergaderingen van de Commissie worden achter gesloten deuren gehouden. De leden van de Commissie nemen de striktste geheimhouding in acht ten aanzien van de informatie die hun bij de uitoefening van hun taken ter kennis komt en nemen alle nodige maatregelen om de vertrouwelijkheid ervan te bewaren, overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 5. De Commissie stelt binnen twee maanden na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* een door de minister goedgekeurd huishoudelijk reglement op. Eventuele latere wijzigingen van het huishoudelijk reglement worden door de minister goedgekeurd.

**Art. 6.** Bij beslissing van de voorzitter of van de meerderheid van de leden kan de Commissie bij het onderzoek van bepaalde aanvragen een beroep doen op interne of externe deskundigen van de administratie. Deze deskundigen worden door de Commissie gehoord. Zij wonen de beraadslagingen van de Commissie niet bij en nemen er niet aan deel.

**Art. 7.** § 1. De Commissie komt alleen bijeen als de meerderheid van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

§ 2. De adviezen van de Commissie worden bij consensus genomen. Bij gebrek aan consensus worden de minderheidsadviezen vermeld in het advies van de Commissie. Elk lid kan verzoeken om een stemming over de adviezen. Elk lid kan de geheimhouding van de stemming aanvragen. Het advies van de Commissie vermeldt hoe dan ook het aantal stemmen dat elk voorstel gekregen heeft.

**Art. 8.** Het gemotiveerd advies, vergezeld van alle nodige stukken, wordt binnen vijf dagen na de vergadering van de Commissie door de secretaris van de Commissie aan de Minister overgemaakt.

**Art. 9.** De Minister bevoegd voor de invoer, uitvoer, doorvoer van wapens, munitie, en materieel speciaal bestemd voor militaire doeleinden of voor ordehandhaving en van de desbetreffende technologie alsook van producten en technologieën voor dubbel gebruik, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 januari 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

[C – 2020/40336]

**11 FEBRUARI 2020. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de modaliteiten voor de indiening van de aanvragen tot bijkomende indexaanpassing 2019**

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Werk,

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, de artikelen 2, 3, 4, 7, 7/1 en 9bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques, laatst gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 februari 2017, de artikelen 2bis en 8, § 1, zesde t.e.m. achtste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques, laatst gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 mars 2017, artikel 9bis;

### SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

[C – 2020/40336]

**11 FEVRIER 2020. — Arrêté ministériel fixant les modalités d'introduction des demandes d'indexation complémentaire 2019**

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi,

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, les articles 2, 3, 4, 7, 7/1 et 9bis ;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 février 2017, les articles 2bis et 8, § 1<sup>er</sup>, alinéas 6 à 8 ;

Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017, l'article 9bis ;